



**PRÉFET  
DE SAÔNE-ET-LOIRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement de  
Bourgogne-Franche-Comté**

Unité Interdépartementale 39-71  
Antenne de Mâcon  
37 boulevard Henri Dunant  
CS 80140  
71040 Mâcon Cedex 9

Mâcon, le 02/07/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 23/04/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **TOLIX STEEL DESIGN SAS**

Boulevard de l'Industrie  
BP 50  
71400 Autun

Références : XB/NM/2025/M\_175 Lettre recommandée avec AR N° 1A 210 636 6899 0  
Code AIOT : 0005401687

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/04/2025 dans l'établissement TOLIX STEEL DESIGN SAS implanté Boulevard de l'Industrie - ZI St Andoche BP 50 71400 Autun. L'inspection a été annoncée le 23/03/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'inspection a été informée, via le mandataire AJ PARTENAIRES, que le tribunal de commerce de Chalon-sur-Saône a ouvert une procédure de sauvegarde au profit de la société Tolix.

En parallèle, l'exploitant a évoqué un déménagement potentiel de l'activité exercé sur le site nouveau (au 18 boulevard Giberstein à Autun), vers le site "historique" (boulevard de l'industrie - ZI Saint-Andoche à Autun) objet du présent rapport.

Au regard de ce contexte, l'inspection a réalisé une visite d'inspection sur chacun des deux sites.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- TOLIX STEEL DESIGN SAS
- Boulevard de l'Industrie - ZI St Andoche BP 50 71400 Autun
- Code AIOT : 0005401687
- Régime : Déclaration avec contrôle
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Tolix a déclaré le 4 octobre 2019 une activité de traitement de surface au titre de la rubrique 2565 de la nomenclature ICPE pour un volume de 1000 l (preuve de dépôt n°A-9-NZ7CBR2J25). L'activité principale est réalisée dans un établissement à proximité, au 18 boulevard Giberstein à Autun.

**Thèmes de l'inspection :**

- Déchets

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Le point 2.10 de l'annexe I à l'arrêté ministériel du 30 juin 1997 impose que « Tout stockage de produits liquides susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol doit être associé à une capacité de rétention dont le volume doit être au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;
- 50 % de la capacité globale des réservoirs associés.[...]"

Les déchets dangereux liquides entreposés sur le site et provenant de l'établissement soumis à enregistrement au 18 boulevard Giberstein à Autun, le sont sans rétention. Il s'agit d'une non conformité majeure pour laquelle nous proposons une mise en demeure.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Situation administrative	Code de l'environnement du 19/12/2022, article L.511-1, L.511-2 et R.511-9	Suspension, Mesures conservatoires, Mise en demeure, dépôt de dossier	1 mois
2	Contrôle périodique	Code de l'environnement du 29/11/2018, article R.5122-55 à R.512-66	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	6 mois
3	Surveillance et contrôle des accès	Arrêté Ministériel du 30/06/1997, article § 3.2 annexe I	Demande d'action corrective	6 mois
4	Dossier de cessation d'activités	Code de l'environnement du 19/12/2022, article R. 512-66-1	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
5	Mise en sécurité	Code de l'environnement du 19/12/2022, article §IV R. 512-75-1	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	6 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
7	Attestation de mise en sécurité	Code de l'environnement du 19/12/2022, article R. 512-66-1	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
8	Réhabilitation réalisée	Code de l'environnement du 19/12/2022, article R. 512-66-1	Demande d'action corrective	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
6	Mise en sécurité réalisée	Code de l'environnement du 19/12/2022, article R. 512-66-1	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La société Tolix prévoit la cessation de son activité de traitement de surface, tout en exerçant d'autres activités sur ce site potentiellement soumises à la réglementation des installations classées.

L'exploitant n'a jamais réalisé de contrôle périodique en lien avec son activité de traitement de surface.

La société Tolix va devoir clarifier sa situation d'ici la fin de l'année notamment en notifiant la cessation d'activité de traitement de surface, mettant en sécurité le site, transmettant l'attestation de mise en sécurité attendue, en procédant à la réhabilitation du site afin que celui-ci soit compatible avec l'usage réglementairement imposé. En l'absence de cessation d'activité, il devra réaliser le contrôle périodique attendu.

La société Tolix devra aussi, le cas échéant, déclarer les activités de travail mécanique des métaux et de grenaillage qu'elle souhaiterait relocaliser sur ce site, pour autant que les seuils de déclaration soient dépassés.

L'entreposage de déchets dangereux issus de l'activité de l'établissement du 18 boulevard Giberstein est assimilable à une activité de transit/regroupement de déchets dangereux relevant de l'autorisation au titre de la rubrique 2718 de la nomenclature ICPE. Cet entreposage se fait sans rétention pour les déchets dangereux liquides et sans contrôle spécifique. Ces déchets devront être évacués vers des installations autorisées à les traiter.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Situation administrative**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 19/12/2022, article L.511-1, L.511-2 et R.511-9
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Situation administrative
<b>Prescription contrôlée :</b>  L.511-2 : « Les installations visées à l'article L. 511-1 sont définies dans la nomenclature des installations classées établie par décret en Conseil d'Etat, pris sur le rapport du ministre chargé des installations classées, après avis du Conseil supérieur de la prévention des risques technologiques. « Ce décret soumet les installations à autorisation, à enregistrement ou à déclaration suivant la gravité des dangers ou des inconvénients que peut présenter leur exploitation. [...] »  Extrait annexe R.511-9 : <b>Rubrique 2565 :</b> Revêtement métallique ou traitement (nettoyage, décapage, conversion dont phosphatation, polissage, attaque chimique, vibro- abrasion, etc.) de surfaces par voie électrolytique ou chimique, à l'exclusion des activités classées au titre des rubriques 2563, 2564, 3260 ou 3670. 1. Lorsqu'il y a mise en œuvre de : a) Cadmium : E b) Cyanures, le volume des cuves affectées au traitement étant supérieur à 200 l : E 2. Procédés utilisant des liquides, le volume des cuves affectées au traitement étant : a) Supérieur à 1 500 l : E b) Supérieur à 200 l, mais inférieur ou égal à 1 500 l : DC 3. Traitement en phase gazeuse ou autres traitements : DC 4. Vibro-abrasion, le volume total des cuves affectées au traitement étant supérieur à 200 : DC  <b>Rubrique 2560 :</b> Travail mécanique des métaux et alliages, à l'exclusion des activités classées au titre des rubriques 3230-a ou 3230-b. La puissance maximum de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation étant : 1. Supérieure à 1 000 kW : E 2. Supérieure à 150 kW, mais inférieure ou égale à 1 000 kW : DC  <b>Rubrique 2940 :</b> Vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc. (application, revêtement, laquage, stratification, imprégnation, cuisson, séchage de) sur support quelconque à l'exclusion des installations dont les activités sont classées au titre des rubriques 2330, 2345, 2351, 2360, 2415, 2445, 2450, 2564, 2661, 2930, 3450, 3610, 3670, 3700 ou 4801. [...] 2. Lorsque l'application est faite par tout procédé autre que le « trempé » (pulvérisation, enduction, autres procédés), la quantité maximale de produits susceptible d'être mise en œuvre étant : a) Supérieure à 100 kg/j : E b) Supérieure à 10 kg/j, mais inférieure ou égale à 100 kg/j : DC 3. Lorsque les produits mis en œuvre sont des poudres à base de résines organiques, la quantité maximale de produits susceptible d'être mise en œuvre étant : a) Supérieure à 200 kg/j : E

b) Supérieure à 20 kg/j, mais inférieure ou égale à 200 kg/j : DC

Nota. - Le régime de classement est déterminé par rapport à la quantité de produits mise en œuvre dans l'installation en tenant compte des coefficients ci-après. Les quantités de produits à base de liquides inflammables à mention de danger H224, H225 ou H226 ou de liquides halogénés, dénommées A, sont affectées d'un coefficient 1. Les quantités de produits à base de liquides de point éclair compris entre 60° C et 93° C ou contenant moins de 10 % de solvants organiques au moment de l'emploi, dénommées B, sont affectées d'un coefficient 1/2. Si plusieurs produits de catégories différentes sont utilisés, la quantité Q retenue pour le classement sera égale à :  $Q = A + B/2$ .

**Rubrique 2718 :**

Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2719, 2792 et 2793.

1. La quantité de déchets dangereux susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 t [...] : A
2. Autres cas: DC

**Constats :**

**Activités de travail mécanique des métaux (rubrique 2560), de traitement de surface (rubriques 2565) et de peinture (rubrique 2940) :**

Les bâtiments paraissent désaffectés et dédiés au stockage de matériels divers (et anciens).

On constate en particulier l'absence d'activités de traitement de surface (cuve vide), de peinture, de travail mécanique des métaux, de grenaillage.

Il y a toutefois un stockage d'acétylène.

L'établissement « historique » objet du présent rapport a fait l'objet d'une déclaration le 4 octobre 2019 pour une activité de traitement de surface de 1000 litres, au titre de la rubrique 2565 de la nomenclature des installations classées (preuve de dépôt A-9-NZ7CBR2J25).

L'activité n'est donc plus exercée au 23 avril 2025.

L'exploitant indique qu'il :

- n'exercerait plus d'activité de traitement de surface sur ce site (activité actuellement réalisée dans l'établissement sis au 18 boulevard Giberstein à Autun) qui serait sous-traitée ;
- souhaiterait ramener les activités de travail mécanique des métaux et de grenaillage, actuellement réalisées dans l'établissement sis au 18 boulevard Giberstein, sur ce site.

Nous informons l'exploitant que cela implique :

- la cessation d'activité de traitement de surface (voir les fiches ci-après) ;
- la probable déclaration des activités de travail mécanique des métaux et de grenaillage, pour autant que les seuils de déclaration soient dépassés.

**Activité de transit/regroupement de déchets dangereux (rubrique 2718) :** On constate la présence de déchets dangereux provenant de l'établissement soumis à enregistrement encore en activité (nouveau) qui a fait l'objet d'une visite d'inspection le même jour (voir notre rapport de visite dédié). Les quantités entreposées sont approximativement les suivantes : • environ 10m<sup>3</sup> de bains de dégraissage usagés stockés en GRV d'1m<sup>3</sup>. Les GRV ne sont pas stockés sur rétention;

<ul style="list-style-type: none"> <li>• 7 palettes et 40 big-bags de peintures usagées stockés;</li> <li>• 16 big-bags de grenailles usagées sur l'ancien site soumis à déclaration;</li> </ul> <p>Cet entreposage est assimilable à une activité de transit/regroupement de déchets dangereux relevant de la rubrique 2718 de la nomenclature ICPE. Les quantités entreposées dépassent largement le seuil d'1 tonne (environ 20 tonnes).</p> <p><b>Il s'agit d'une non conformité majeure.</b></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Nous proposons :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- de mettre en demeure l'exploitant de régulariser son activité de transit/regroupement de déchets dangereux ;</li> <li>- d'imposer l'évacuation des déchets dangereux présents dans l'établissement sous un délai d'1 mois en tant que mesure conservatoire ;</li> <li>- de suspendre l'activité.</li> </ul>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Suspension, Mesures conservatoires, Mise en demeure, dépôt de dossier</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

## N° 2 : Contrôle périodique

<p><b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 29/11/2018, article R.5122-55 à R.512-66</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Autre, Contrôle périodique</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>R.512-55 : « Les installations classées pour la protection de l'environnement soumises à l'obligation de contrôle périodique prévu à l'article L. 512-11 sont fixées à l'annexe de l'article R. 511-9. [...] »</p> <p>R.512-56 : « Le contrôle périodique de certaines catégories d'installations classées soumises à déclaration, prévu à l'article L. 512-11, est effectué à la demande « écrite » de l'exploitant de l'installation classée par un organisme agréé dans les conditions fixées par les articles R. 512-61 à R. 512-66. »</p> <p>R.512-57 :</p> <p>« I. La périodicité du contrôle est de cinq ans maximum. Toutefois, cette périodicité est portée à dix ans maximum pour les installations dont le système de "management environnemental" a été certifié conforme à la norme internationale ISO 14001 par un organisme de certification accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par tout autre organisme d'accréditation signataire de l'accord de reconnaissance multilatéral établi par la coordination européenne des organismes d'accréditation ("European Cooperation for Accreditation" ou "EA").</p> <p>II. Sont dispensées du contrôle prévu au I les installations exploitées par une organisation bénéficiant d'un enregistrement en application du règlement (CE) n° 1221/2009 du 25 novembre 2009 concernant la participation volontaire des organisations à un système communautaire de management environnemental et d'audit ("EMAS"), sous réserve que la déclaration</p>

environnementale établie par cette organisation en application de ce règlement couvre la conformité des installations classées à la réglementation. »
R.512-58 : « [...] Le premier contrôle d'une installation a lieu dans les six mois qui suivent sa mise en service.[...] »
R.512-59 : « [...] L'exploitant tient les deux derniers rapports à la disposition de l'inspection des installations classées dont il relève en application « de l'article R. 514-1 [...] »
<b>Constats :</b>  Non conformité : l'exploitant n'a jamais réalisé de contrôle périodique de ses installations.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Compte-tenu de la perspective d'une cessation de l'activité de traitement de surface, nous ne proposons pas de mise en demeure à ce stade.  Nous demandons toutefois à l'exploitant de clarifier la situation d'ici la fin de l'année 2025 en : <ul style="list-style-type: none"> <li>• en déclarant la cessation d'activité de l'installation de traitement de surface ;</li> <li>• ou, en l'absence de cessation d'activité, en faisant réaliser le contrôle périodique de son installation.</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

### N° 3 : Surveillance et contrôle des accès

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/1997, article § 3.2 annexe I
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Exploitation
<b>Prescription contrôlée :</b>  3.2. Contrôle de l'accès  Les personnes étrangères à l'établissement ne doivent pas avoir un accès libre aux installations.
<b>Constats :</b>  Il n'y a plus d'activité. Le bâtiment est fermé. On constate toutefois la possibilité d'accéder librement aux installations extérieures (vannes gaz et entreposage déchets à l'arrière du bâtiment). Il s'agit d'une non conformité.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Placer un moyen physique empêchant l'accès aux parties extérieures de l'établissement, avec des



panneaux d'information interdisant clairement l'accès.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

**N° 4 : Dossier de cessation d'activités**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 19/12/2022, article R. 512-66-1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, cessation d'activité
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I. - Lorsqu'il initie une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1, l'exploitant notifie au préfet la date d'arrêt définitif des installations un mois au moins avant celle-ci, ainsi que la liste des terrains concernés. Il est donné récépissé sans frais de cette notification. Un arrêté du ministre chargé des installations classées fixe le modèle national de cette notification et précise les conditions dans lesquelles elle est transmise par voie électronique. [...]</p> <p>II. - La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues, ainsi que le calendrier associé, pour assurer, dès l'arrêt définitif des installations concernées, la mise en sécurité telle que définie à l'article R. 512-75-1, des terrains concernés du site.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant indique vouloir cesser l'activité de traitement de surface. A ce stade, aucune notification de cessation d'activité n'a été transmise au préfet.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Transmettre la notification de cessation de l'activité de traitement de surface.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

**N° 5 : Mise en sécurité**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 19/12/2022, article §IV R. 512-75-1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, cessation d'activité
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La mise en sécurité comporte notamment, pour la ou les installations concernées par la cessation d'activité, les mesures suivantes :</p> <p>1° L'évacuation des produits dangereux et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, la gestion des déchets présents ; 2° Des interdictions ou limitations d'accès ; 3° La suppression des risques d'incendie et d'explosion ;</p>

4° La surveillance des effets de l'installation sur son environnement, tenant compte d'un diagnostic proportionné aux enjeux.  
En tant que de besoin, les opérations engagées dans le cadre de la mise en sécurité s'accompagnent de mesures de gestion temporaires ou de restrictions d'usage temporaires.

**Constats :**

La mise en sécurité de l'établissement n'est pas réalisée pour les raisons suivantes :

- des déchets dangereux provenant de l'établissement en activité au 18 boulevard Giberstein à Autun sont entreposés dans l'établissement objet du présent rapport. Ces déchets dangereux comportent des risques et doivent être évacués vers des installations autorisées ;
- il n'y a pas de limitations d'accès aux zones extérieures à l'établissement ;
- les risques d'incendie ne sont pas supprimés du fait de l'entreposage de déchets dangereux potentiellement inflammables et de nombreux matériels ;
- il n'y a pas de surveillance du site.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Mettre en sécurité le site.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 6 mois

**N° 6 : Mise en sécurité réalisée**

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 19/12/2022, article R. 512-66-1

**Thème(s) :** Risques chroniques, cessation d'activité

**Prescription contrôlée :**

III. - Lorsque la mise en sécurité est achevée, l'exploitant en informe par écrit le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme, le ou les propriétaires des terrains concernés et l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.

**Constats :**

Aucune mise en sécurité réalisée. L'exploitant n'a donc fait aucune information à ce stade.  
La mise en sécurité n'ayant pas été réalisée, il ne s'agit pas d'une non-conformité.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant devra penser, une fois la mise en sécurité achevée, à informer par écrit le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme, le ou les propriétaires des terrains concernés et l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 7 : Attestation de mise en sécurité**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 19/12/2022, article R. 512-66-1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, cessation d'activité
<b>Prescription contrôlée :</b>  (III suite) Si l'installation relève des rubriques de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement définies à l'article R. 512-66-3, l'attestation prévue à l'article L. 512-12-1 est jointe à cette information. Cette attestation est établie par une entreprise certifiée dans le domaine des site et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine. Le référentiel auquel doit se conformer cette entreprise et les modalités d'audit mises en œuvre par les organismes certificateurs, accrédités à cet effet, pour délivrer cette certification, ainsi que les conditions d'accréditation des organismes certificateurs et notamment les exigences attendues permettant de justifier des compétences requises, sont définis par arrêté du ministre chargé de l'environnement.
<b>Constats :</b>  Aucune mise en sécurité n'est réalisée.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant devra transmettre l'attestation de mise en sécurité exigée réglementairement et établie par une entreprise certifiée dans le domaine des site et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

**N° 8 : Réhabilitation réalisée**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 19/12/2022, article R. 512-66-1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, cessation d'activité
<b>Prescription contrôlée :</b>  IV. - L'exploitant procède à la réhabilitation des terrains des installations concernées de manière à ce qu'il permette un usage futur du site appartenant à la même catégorie de la typologie des usages prévue au I de l'article D. 556-1 A que la dernière période d'exploitation des installations. Lorsque la réhabilitation n'est pas réalisée en même temps que la mise en sécurité, il informe par écrit de son achèvement le préfet, le ou les propriétaires des terrains concernés ainsi que le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme.
<b>Constats :</b>  L'exploitant n'a pas procédé à la réhabilitation du site.

<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Réaliser la réhabilitation du site de sorte qu'il permette un usage futur du site appartenant à la même catégorie de la typologie des usages prévue au I de l'article D. 556-1 A que la dernière période d'exploitation des installations.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois